



CDEN du Puy-de-Dôme

mardi 17 septembre 2024

Déclaration de la FSU 63

Monsieur le Préfet,
Monsieur le Vice-Président
Monsieur l'inspecteur d'académie,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN

La rentrée 2024 s'est faite avec une ministre démissionnaire, « en charge des affaires courantes », mais qui a présenté et porté les orientations d'une politique éducative contestée par une grande partie de la communauté éducative et désavouée dans les urnes alors que l'École s'enfonce dans une crise structurelle comme le montre la crise de recrutement qui perdure. Une École en crise, c'est aussi une École qui ne tient pas ses promesses et qui nourrit les rancœurs des jeunes et des familles. Une fois de plus, cette rentrée inédite, n'a pu se dérouler que grâce à l'engagement indéfectible de l'ensemble des personnels, toujours moins nombreux, qui ont à cœur d'accueillir les élèves et les étudiant.es dans les meilleures conditions possibles.

L'École a besoin de stabilité, d'une direction claire et de moyens pour relever le défi de la réussite et de l'émancipation. Or, l'École publique laïque est aujourd'hui à un point de bascule : salaires, conditions de travail, pénurie de personnels, crise d'attractivité, programmes, tri social avec le « choc des savoirs » et les groupes de niveaux, DNB barrage aux trois voies du lycée, école inclusive, voie professionnelle... Pour la FSU, il n'y a plus de temps à perdre. L'École a besoin d'un changement de cap urgent.

Ces dernières années, la détérioration progressive des conditions de travail, l'enchaînement de réformes inadaptées aux besoins réels et non pensées dans leur mise en œuvre, et le manque criant de moyens, notamment pour garantir une véritable inclusion scolaire - rappelons qu'il manque une centaine d'AESH dans notre département - ont érodé l'engagement et la motivation des personnels et déstabilisent le Service public d'Éducation.

Les contre-réformes éducatives gouvernementales, idéologiques et sans mise en œuvre de moyens en personnel, ne permettent pas de développer une politique de prévention et d'accompagnement des élèves et des personnels victimes de violence et de harcèlement, de lutter contre les discriminations, de développer l'égalité filles-garçons et l'Éducation à la Vie Affective et sexuelle. Elles participent à déstabiliser d'autant plus les agent-es qui ne peuvent faire face aux attentes légitimes du public.

La santé des élèves n'est toujours pas une priorité ministérielle. Les besoins des élèves ne cessent pourtant d'augmenter sans qu'aucun moyen supplémentaire ne soit alloué. La réforme, plus que suspendue, doit être abandonnée au profit de la création d'emplois et de la création d'un master spécialisé pour les infirmières de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur.

Dans un contexte où les professionnel.les de l'éducation se sentent dévalorisé.es, subissant à la fois un déclasserment salarial et une dégradation continue de leurs conditions d'exercice, le sous-financement chronique fragilise profondément notre système éducatif. L'école publique laïque, pilier essentiel de la République, mérite mieux. Il est impératif de doter l'ensemble des personnels des moyens nécessaires pour accomplir pleinement leurs missions et redonner du sens à leur métier, de stopper le séparatisme scolaire à travers la concurrence du privé, de stopper le tri social des élèves qui est maintenant institutionnalisé avec le « choc des savoirs », réforme largement contestée dont la FSU continue de demander l'abrogation, de redonner de l'ambition pour la réussite et l'émancipation de tous les jeunes. Il n'y a plus de temps à perdre !

A la rentrée 2024, ce sont encore 650 postes d'enseignant-es qui sont supprimés, et la carte scolaire se concrétise par 2251 fermetures de classes. Dans le second degré, la FSU a pu établir qu'au 5 septembre, il manquait au moins 1 professeur dans 56 % des collèges et des lycées ! Des postes non pourvus, des remplacements de longue durée prévisibles et non anticipés. Il est évident que les remplacements en cours d'année ne seront pas assurés, d'autant moins que désormais toutes les disciplines sont concernées. La crise d'attractivité perdure, 3185 postes n'ayant pas trouvé preneurs aux concours 2024 du 1er et du 2d degré, dont 1142 rien que sur les concours externes du 2nd degré, soit 14% des postes.

La FSU et ses syndicats sont mobilisés pour obtenir des améliorations du Service public d'Éducation ainsi que des conditions d'exercice et de rémunération de toutes ses agent-es. Elle pèsera avec force pour que le Parlement vote dès cet automne une loi de finances à la hauteur des enjeux, garantissant un budget ambitieux permettant de revaloriser nos métiers pour que cesse la crise de recrutement, permettant de réduire les effectifs par classe, de mettre en place un moratoire sur la carte scolaire sans nouvelles fermetures de classes, et de stopper les fermetures de formations professionnelles initiales sous statut scolaire prévues dans les lycées professionnels. Pour ces raisons, la FSU, avec l'intersyndicale interprofessionnelle, appelle à la grève mardi 1er octobre.

Il est urgent d'en finir avec les fermetures de classe et les suppressions de postes. Plutôt que de servir un objectif d'économie budgétaire, la baisse démographique doit bénéficier à l'école et aux élèves, pour permettre aux classes françaises d'atteindre des effectifs comparables à la moyenne européenne.



Fédération syndicale Unitaire du Puy-de-Dôme

Maison du Peuple, 29 rue Gabriel Péri, 63000 CLERMONT-FERRAND
Tél 04.73.31.24.83 ✉ fsu63@fsu.fr

FSU 63